

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 25 JUIN 2014



SOMMAIRE

Page 3

ORDRE DU JOUR

Page 4

CONSEIL D' ADMINISTRATION

Page 5

RÉPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

Page 6

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D' ADMINISTRATION

Page 15

RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Page 17

RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Page 24

TEXTES DES RÉOLUTIONS

ANNEXES : ÉTATS FINANCIERS

ORDRE DU JOUR

1. Approbation des états financiers de synthèse au titre de l' exercice clos le 31 décembre 2013 ;
2. Quitus aux administrateurs de leur gestion et décharge aux commissaires aux comptes de leur mandat ;
3. Affectation des résultats ;
4. Conventions visées aux articles 438 et suivants de l' Acte Uniforme relatif au droit des Société Commerciales et du GIE ;
5. Fixation de l' indemnité de fonction à allouer aux administrateurs ;
6. Pouvoirs pour l' accomplissement des formalités légales.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRÉSIDENT [REDACTED]

DOSSO Lémissa

ADMINISTRATEURS PRIVÉS [REDACTED]

Guy LAMBIN

HACHETTE LIVRE INTERNATIONAL représenté par Patrick DUBS

ÉDUCATION MANAGEMENT représenté par Marie-Claire WASTIAUX

ÉTAT DE CÔTE D'IVOIRE

ÉDIPRESSE représenté par Bertrand HOLL

Venance KACOU

Saliou TOURÉ

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Mazars & Guérard

AKA Hoba

RÉPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital de votre société se répartit comme suit :

GROUPE HACHETTE LIVRE	:	58,05 %
ÉTAT DE CÔTE D'IVOIRE	:	12,40 %
ÉDIPRESSE	:	10,50 %
Les Autres Actionnaires	:	19,05 %
TOTAL		100,0 %

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

Conformément aux prescriptions légales et statutaires, votre conseil vous a convoqués ce jour, en assemblée générale ordinaire annuelle, afin de vous rendre compte de l'activité de la société durant l'exercice passé, et soumettre à votre approbation les comptes annuels.

Vous aurez également à vous prononcer sur le présent rapport, ainsi que sur ceux des commissaires aux comptes, sur les propositions d'affectation et de répartition des résultats de l'exercice clos au 31 décembre 2013 et sur la fixation du montant de l'indemnité de fonction des administrateurs.

Nous vous invitons à examiner les différents aspects de l'activité des NEI-CEDA au cours de l'exercice 2013.

ACTIVITE

Les projets de changement des manuels déjà formulés en 2012, ne se sont pas concrétisés sur l'exercice comme nous l'avons prévu dans nos budgets, avec en particulier un marché avec l'Etat, non exécuté. Nous avons par conséquent réalisé une nouvelle année de transition au cours de laquelle l'activité éditoriale s'est principalement orientée vers les productions non prescrites. Seize romans et essais ont été publiés, trois livres pour la jeunesse, quatre fascicules parascolaires, et deux ouvrages universitaires.

Les réimpressions des manuels et cahiers destinés aux élèves de l'enseignement primaire ont été vendus aux distributeurs grossistes et détaillants dont beaucoup n'ont pas su faire face aux échéances de règlement au 31/12/2013, au motif que les stocks dans leurs magasins faisaient l'objet de nombreux invendus en fin d'année.

Néanmoins, nous avons mis l'accent sur des achats plus importants que les années passées, d'ouvrages secondaires fournis par notre partenaire Hachette Livre International. Il s'en est suivi une augmentation de chiffre d'affaires significative sur ce marché du secondaire, comme ce fut également le cas pour les ouvrages de littérature et de jeunesse.

EVOLUTION DE LA SOCIETE

Le marché scolaire représentera toujours l'essentiel de notre activité annuelle. Il se réoriente de plus en plus vers des appels d'offres en limitant la distribution chez les libraires. Les pouvoirs publics sont conscients, en Côte d'Ivoire, du rôle que joue l'éditeur dans la fabrication des livres scolaires, même si son positionnement a évolué avec la politique de gratuité qui sera maintenue et qui pourra s'étendre à l'enseignement secondaire.

En ce qui concerne les achats financés sur des fonds internationaux, il est impératif qu'un bonus soit affecté aux soumissions des éditeurs locaux afin de préserver leurs intérêts ainsi que ceux de la Côte d'Ivoire, qui récupère avec eux la valeur ajoutée (impôts, emploi, développement économique).

Seul le « second marché » que nous devons alimenter avec des produits scolaires et parascolaires nouveaux et des titres destinés au « grand public » maintiendra la présence de libraires en Côte d'Ivoire, qui voient actuellement se raréfier la clientèle des parents d'élèves. Ce marché se développera dans les prochaines années, avec la production « papier » en raison de l'augmentation de la population à scolariser. Les productions numériques sont un phénomène incontournable à l'avenir, c'est pourquoi la production numérique est à l'ordre du jour sur le nouveau site de la société.

Soulignons que le redressement de la société a pu se faire grâce au soutien de tous les instants d'Hachette-Livre tout au long des années passées. L'avenir de NEI-CEDA reste encore conditionné par ce soutien qui se manifeste, après la recapitalisation et l'opération de fusion, par la présence de sa créance d'une valeur de **3,309 milliards de francs CFA** qu'il détient toujours dans ses comptes sur NEI-CEDA sans qu'il en exige le remboursement immédiat.

PRESENTATION DES COMPTES DE L'EXERCICE

LE COMPTE DE RESULTAT

La version détaillée, telle que requise par le Plan Comptable SYSCOA figure en annexe.

EXERCICE 2013 COMPTE DE RÉSULTATPériode du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2013

(en millions de Francs CFA)

DÉSIGNATION	2013	2012	VARIATION	
			en valeur	en %
Ventes de marchandises	4 502	4 816	-314	-6,53%
Prestations de service	22	3	19	625,43%
Produits accessoires	0	0	0	0,00%
CHIFFRE D'AFFAIRES	4 523	4 819	-296	-6,13%
Autres produits	120	213	-93	-43,50%
TOTAL	4 644	5 032	-388	-7,72%
Achats et frais sur achats	2 133	2 877	-744	-25,85%
Variation de stocks	351	34	317	932,31%
Transport	143	103	40	39,20%
Services extérieurs	930	943	-13	-1,39%
Impôts et taxes	68	52	16	29,97%
Autres charges	287	189	98	51,83%
TOTAL	3 912	4 198	-286	-6,81%
VALEUR AJOUTÉE	732	834	-102	-12,27%
Charges du personnel	483	569	-86	-15,07%
EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION	248	265	-17	-6,27%
Dotations aux amort. et provisions	106	115	-9	-7,98%
Reprise de provisions	4	32	-28	-87,33%
Transferts de charges	0	112	-112	-100,00%
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	147	182	-35	-19,43%
Produits financiers	0	0	0	0,00%
Charges financières	93	110	-17	-15,34%
Dotations aux amort. et provisions	0	0	0	0,00%
RÉSULTAT FINANCIER	-93	-110	17	-15,80%
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS ORDINAIRES	54	72	-18	-24,99%
Produits H.A.O.	11	8	3	38,24%
Charges H.A.O.	2	5	-3	-65,30%
RÉSULTAT H.A.O.	9	3	6	210,80%
Impôt sur le résultat	23	30	-7	-22,75%
RÉSULTAT NET	40	45	-5	-10,77%

Le chiffre d'affaires

La société affiche un chiffre d'affaires de 4,502 milliards en 2013 contre 4,816 milliards en 2012, soit une baisse de 6,53% liée essentiellement à l'absence de marché réalisé avec l'Etat de Côte d'Ivoire.

En effet, la société a réalisé, avec l'Etat de Côte d'Ivoire, un chiffre d'affaires de 817 millions de francs CFA en 2012 contre 54 millions de francs CFA en 2013.

Les achats

Les achats (marchandises, frais /achats et variation de stocks) ont connus une baisse de 14,66%, essentiellement due à la diminution du chiffre d'affaires.

Les prestations de services et produits accessoires

Ce poste enregistre une hausse de 19 millions de francs CFA liée à des produits exceptionnels tels que la refacturation des frais de promotion sur la collection "Gagné".

Les autres produits

Les autres produits passent de 213 millions en 2012 à 120 millions en 2013, soit une baisse de 43,50%, principalement due à une reprise de provisions de 109 millions de francs CFA sur créances douteuses en 2012.

Les frais de fonctionnement**Le transport**

Les frais de transport s'élèvent à 143 millions de francs CFA en 2013 contre 103 millions de francs CFA en 2012, soit une hausse de 39,20%, essentiellement liée aux tarifs des transports sur les achats de marchandises.

Les services extérieurs

Les services extérieurs passent de 943 millions de francs CFA en 2012 à 930 millions de francs CFA en 2013, soit une baisse de 1,39%.

Impôts et taxes

Les impôts et taxes s'élèvent à 68 millions de francs CFA en 2013 contre 52 millions de francs CFA en 2012, soit une augmentation de 29,97%, essentiellement liée à un ajustement de la patente et impôt sur traitement des salaires 2011.

Les autres charges

Les autres charges passent de 189 millions de francs CFA en 2012 à 287 millions de francs CFA en 2013, soit une hausse de 51,83% due essentiellement aux charges de la coédition et des provisions sur créances.

Les charges du personnel

Les charges du personnel passent de 569 millions de francs CFA en 2012 à 483 millions de francs CFA en 2013, soit une économie de 86 millions de francs CFA (15,07%) due à la politique de restructuration de l'entreprise.

Dotations aux amortissements et provisions

Les charges d'amortissement et de provision passent de 115 millions de francs CFA en 2012 à 106 millions de francs CFA en 2013, soit une baisse de 7,98%.

Reprise de provisions

La reprise de provision passe de 32 millions de francs CFA en 2012 à 4 millions de francs CFA en 2013, soit une baisse de 87,33% due au départ à la retraite de deux cadres en 2012.

Charges financières

Les charges financières s'élèvent à 110 millions de francs CFA en 2012 contre 93 millions de francs CFA en 2013, soit une baisse de 15,34%.

Résultat H.A.O.

Le résultat H.A.O. passe de 3 millions de francs CFA en 2012 à 9 millions de francs CFA en 2013, soit une hausse de 6 millions de francs CFA. Ce résultat enregistre les cessions d'immobilisation généralement amortis.

Le résultat net après impôt

Le résultat net 2013 après impôt est positif de 40 millions de francs CFA contre un résultat positif de 45 millions de francs CFA en 2012.

LE BILAN**EXERCICE 2013**

(en millions de francs CFA)

ACTIF	2013	2012	VARIATION	
			en valeur	en %
Charges immobilisées	73	104	-31	-30,12%
Immobilisations incorporelles brutes	31	31	0	-0,00%
Immobilisations corporelles brutes	617	611	6	0,97%
Immobilisations financières	63	63	0	0,00%
Amortissements et provisions	-574	-543	-31	5,62%
TOTAL ACTIF IMMOBILISE NET	210	265	-56	-21,00%
Stocks	1 509	1 850	-341	-18,42%
Fournisseurs, avances versées	258	278	-20	-7,15%
Clients	4 670	5 310	-640	-12,06%
Autres créances	1351	1247	104	8,32%
TOTAL ACTIF CIRCULANT	7 788	8 685	-897	-10,33%
Trésorerie - Actif	316	111	206	185,91%
TOTAL GENERAL ACTIF	8 314	9 061	-747	-8,25%
PASSIF	2013	2012	VARIATION	
			en valeur	en %
Capital	255	255	0	0,00%
Réserves	355	350	4	1,26%
Report à nouveau	-16	-57	41	-71,83%
Résultat net de l'exercice	40	45	-5	-10,71%
TOTAL CAPITAUX PROPRES	634	594	40	6,81%
Provisions financières pour risques et charges	194	175	19	10,88%
TOTAL EMPRUNTS ET RESSOURCES ASSIMILEES	194	175	19	10,88%
Clients, avances reçues	28	34	-6	-18,34%
Fournisseurs d'exploitation	4 768	5 213	-445	-8,53%
Dettes fiscales	566	505	61	12,02%
Dettes sociales	58	44	14	31,50%
Autres dettes	2 065	1 785	281	15,73%
TOTAL PASSIF CIRCULANT	7 486	7 581	-95	-1,26%
Trésorerie - Passif	0	711	-711	-100,00%
TOTAL GENERAL PASSIF	8 314	9 061	-747	-8,24%

ACTIF

Actif immobilisé net

L'actif immobilisé net passe de 265 millions de francs CFA en 2012 à 210 millions de francs CFA en 2013, soit une baisse de 56 millions de francs CFA due à de faibles acquisitions.

Stocks

Le poste stocks passe de 1,850 milliards de francs CFA en 2012 à 1,509 milliards de francs CFA en 2013, soit une baisse de 18,42% due au décalage des dates de réception de marchandises importées (imprimeurs et H.L.I).

Fournisseurs, avances versées

Ce poste enregistre les avances sur fabrication aux imprimeurs, il passe de 278 millions de francs CFA en 2012 à 258 millions de francs CFA en 2013, soit une baisse de 20 millions de francs CFA.

Clients

Le compte clients nets présente un solde de 4,670 milliards de francs CFA en 2013 contre 5,310 milliards de francs CFA en 2012, soit une baisse de 640 millions de francs CFA due aux règlements clients et provisions.

Autres créances (personnel, impôt et coéditions etc...)

Le solde est constitué essentiellement des produits de la coédition gérée par Hachette Livre. Il passe de 1,247 milliards de francs CFA en 2012 à 1,350 milliards de francs CFA en 2013.

Trésorerie

Le cumul de la trésorerie actif et passif passe de (-) 600 millions de francs CFA en 2012 à (+) 316 millions de francs CFA en 2013, soit une amélioration de la trésorerie de 916 millions de francs CFA.

PASSIF

Les capitaux propres

Ils passent de 594 millions de francs CFA en 2012 à 634 millions de francs CFA en 2013, soit une augmentation de 40 millions (résultat de l'exercice 2013).

Provisions financières pour risques et charges

D'un montant de 175 millions de francs CFA en 2012 elles représentent 194 millions de francs CFA en 2013, soit une augmentation de 19 millions de francs CFA. Il s'agit de la provision pour retraite.

Clients, avances reçues

Il s'agit des avances sur commande reçues de nos clients, il n'y a pas de variation significative d'un exercice à l'autre.

Fournisseurs d'exploitation

Le compte fournisseurs passe de 5,213 milliards de francs CFA en 2012 à 4,768 milliards de francs CFA en 2013.

La dette vis-à-vis du fournisseur Hachette Livre, notre actionnaire de référence, représente, à elle seule 3,309 milliards de francs CFA, soit 69,40% de la dette totale.

Dettes fiscales

Elles passent de 505 millions de francs CFA en 2012 à 566 millions de francs CFA en 2013, soit une augmentation de 61 millions de francs CFA.

Autres Dettes

Ce poste passe de 1,785 milliards de francs CFA en 2012 à 2,065 milliards de francs CFA en 2013, soit une augmentation de 281 millions de francs CFA. Cette hausse est liée aux droits d'auteurs, aux résultats de coédition à verser (non versée à notre partenaire) depuis les années de crises et à une cession de créance sur l'Etat de Côte d'Ivoire.

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

A la lecture de ce rapport, il est proposé à l'Assemblée Générale de donner quitus à tous les administrateurs pour leur gestion.

Nous vous remercions.

RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2013

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013 sur :

- le contrôle des états financiers annuels de la société NEI-CEDA, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les états financiers annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces états financiers.

1. Opinion sur les états financiers annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession applicables en Côte d'Ivoire ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels ne comportent pas d'anomalie significative. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces états financiers. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les états financiers annuels établis conformément aux principes du système comptable de l'OHADA sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2013 ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la situation décrite en point I-A1 dans l'état annexé, et à la situation financière de la société, marquée par des tensions de trésorerie. Dans ces conditions la poursuite de l'exploitation de la société est assurée grâce aux soutiens des fournisseurs, notamment les sociétés du Groupe HACHETTE.

Incertitude sur la continuité d'exploitation de la société

Le solde des créances clients au 31 décembre 2013, net de provisions pour dépréciation, s'élève à 4 670 millions de FCFA, dont 389 millions de FCFA de créances sur l'État de Côte d'Ivoire.

Cet encours est supérieur au chiffre d'affaires de l'exercice 2013, qui s'élève à 4 523 millions de FCFA et inférieur aux dettes échues au 31 décembre 2013. Ces dettes échues sont évaluées à 6 921 millions de FCFA, dont 3 564 millions de FCFA de dettes vis-à-vis du Groupe HACHETTE, l'actionnaire majoritaire. Il en résulte une tension de trésorerie. Dans ces conditions, la poursuite de l'activité de la société n'est assurée que grâce au soutien des fournisseurs, notamment le Groupe HACHETTE.

2. Vérifications et informations spécifiques

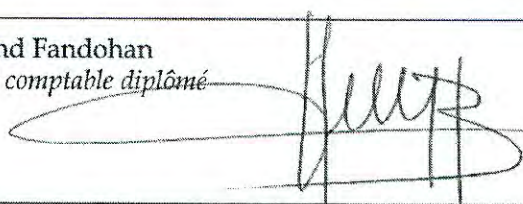
Nous avons également procédé, conformément à la loi, à la vérification des informations données sur les comptes dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration sur la marche de la société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Abidjan, le 29 mai 2014

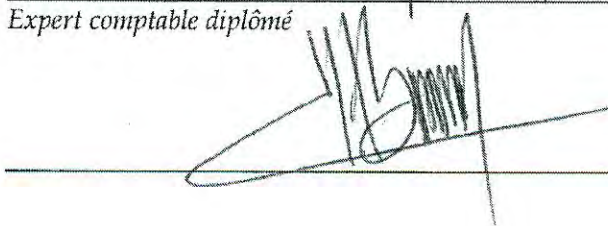
MAZARS COTE D'IVOIRE :

Armand Fandohan
Expert comptable diplômé



AKA HOBA :

Expert comptable diplômé



RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2013

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

Conformément aux dispositions de l' article 440 de l' Acte uniforme du traité de l' Organisation pour l' Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires relatif au droit des sociétés commerciales et du Groupement d' Intérêt Économique, nous vous présentons notre rapport sur les conventions prévues à l' article 438 dudit acte.

Ce rapport concerne les conventions directes ou indirectes conclues entre la société et l' un des administrateurs, directeur général ou directeur général adjoint ou entre la société et toute autre entreprise dont l' un des administrateurs serait propriétaire, associé en nom, gérant, administrateur ou directeur, à l' exclusion des conventions normales portant sur des opérations conclues à des conditions habituelles.

Il ne nous appartient pas de rechercher l' existence de conventions, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient d' apprécier l' intérêt qui s' attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes de la profession applicables en Côte d' Ivoire ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

1. Conventions conclues au cours de l'exercice 2013

Le Président du Conseil d' Administration ne nous a pas signalé de convention conclue au cours de l' exercice 2013.

2. Conventions conclues au cours des exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice 2013

2.1 Avec la société HACHETTE LIVRE INTERNATIONAL

Administrateurs concernés

La société HACHETTE LIVRE INTERNATIONAL, représentée par Monsieur Patrick DUBS.

Nature, objet et modalités

Il existe trois conventions :

- La convention d'abandon de créance avec clause de retour à meilleure fortune.
- La convention d'animation stratégique, éditoriale et commerciale.
- La convention d'assistance technique.

Convention d'abandon de créance avec clause de retour à meilleure fortune

Par la convention conclue en date du 30 décembre 2009, la société HACHETTE LIVRE a consenti à la société une remise de dette de 294 052 488 FCFA en vue de lui permettre de reconstituer ses fonds propres.

La clause de retour à meilleure fortune qui accompagne cet abandon de créance stipule notamment que le remboursement de la créance sera effectué par prélèvement successif d'un montant égal à 25 % du montant du bénéfice comptable net annuel après impôts de la société, dans la mesure où ses capitaux propres resteront supérieurs à son capital social au plus tard dans le mois de la date limite de dépôts des états financiers de synthèse.

Le montant de l'abandon consenti sera définitivement acquis à la société si, à la clôture du 8e exercice social suivant celui de la date de signature du contrat, soit le 31 décembre 2017, la créance de la société HACHETTE LIVRE n'est pas apurée de son montant initial.

Au 31 décembre 2013, les capitaux propres de la société sont positifs et supérieurs au montant du capital social. La société se trouve en situation de retour à meilleure fortune. Le remboursement tout au moins partiel de la créance devrait intervenir sur l'exercice 2014, si les capitaux propres demeurent supérieurs au capital social après le 30 avril. Cette situation sera appréciée lors de l'établissement des comptes semestriels au 30 juin 2014.

Convention d'animation stratégique, éditoriale et commerciale

La société bénéficie du savoir-faire de la société HACHETTE LIVRE en matière d'animation stratégique éditoriale et commerciale. Elle bénéficie de l'accès prioritaire aux coéditions HACHETTE LIVRE et à la non-concurrence du partenaire sur le marché scolaire ivoirien.

En contrepartie, elle verse à HACHETTE LIVRE une redevance annuelle représentant :

- 4 % du chiffre d'affaires net inférieur à 2 999 millions de FCFA ;
- 2 % du chiffre d'affaires net compris entre 3 000 millions de FCFA et 4 999 millions de FCFA ;
- 1 % du chiffre d'affaires net supérieur à 5 000 millions de FCFA.

La charge de redevance comptabilisée au titre de l'exercice 2013 s'élève à 131 794 426 FCFA.

Convention d'assistance technique

HACHETTE LIVRE met à la disposition de la société des spécialistes chargés de l'assister dans des domaines spécifiques. En contrepartie, HACHETTE LIVRE facture :

- Un forfait journalier de 500 000 FCFA ou 700 000 FCFA selon la nature de l'intervention et la qualification de l'intervenant pour chaque intervention du spécialiste d'HACHETTE LIVRE ;
- Un forfait journalier d'un montant de 100 000 FCFA par intervenant pour les frais de séjour en Côte d'Ivoire ;
- Le coût réel des autres frais liés à l'assistance technique.

Au titre de l'exercice 2013, une provision forfaitaire de 20 000 000 FCFA a été comptabilisée en attendant la facturation de HACHETTE LIVRE.

2.2 AVEC LA SOCIETE EDIPRESSE**Administrateur concerné**

La société EDIPRESSE, représentée par Monsieur Bertrand HOLL.

Nature, objet et modalités

Il existe deux conventions :

- La convention d'abandon de créances au profit d'EDIPRESSE.
- La convention de Remises commerciales.

Convention d'abandon de créance

Par correspondance datant du 13 octobre 2011, la société a décidé d'abandonner une partie de sa créance sur EDIPRESSE portant sur des ouvrages NEI/CEDA détruits durant la crise postélectorale ivoirienne alors qu'ils étaient sous la responsabilité d'EDIPRESSE à hauteur de 98 668 195 FCFA.

Cet abandon de créance est assorti d'une clause de remboursement en cas d'aide financière de l'État pour les entreprises sinistrées lors du conflit postélectoral ivoirien. Ce remboursement se fera à hauteur de tout ou partie des créances abandonnées, au prorata des montants indemnisés.

Cet abandon de créance n'a pas fait l'objet de convention écrite, et a été approuvé par le Conseil d'Administration du 15 mai 2012, statuant sur les comptes de l'exercice 2011.

Convention de remise commerciale

La société accorde à EDIPRESSE, son principal distributeur, les conditions commerciales préférentielles suivantes, liées au volume commercialisé :

- En 2013, un taux de remise de 35,39 % pour les ventes courantes, contre un taux de 29,05 % généralement appliqué. Le taux de remise préférentiel appliqué à EDIPRESSE était de 35,33 % en 2012 ;
- Une pratique exclusive de retour d'ouvrages invendus.

La pratique de retour d'ouvrages invendus a été abandonnée d'un commun accord par les deux entités au profit d'un rééchelonnement des créances sur lesdits ouvrages invendus. Toutefois aucun avenant à la convention n'a été formalisé à ce jour.

Le chiffre d'affaires net réalisé avec EDIPRESSE dans le cadre de cette convention s'élève à 567 592 301 FCFA au titre de l'exercice 2013.

2.3 Avec la société HMH LTE**Administrateur concerné**

La société HMH International, représentée par Monsieur Hervé FOULON.

Nature, objet et modalités

Un contrat de coédition a été signé le 30 septembre 1998 entre la société CEDA, absorbée par la société NEI-CEDA, et les Éditions HURTUBISE HMH, par lequel ils conviennent de la réalisation d'ouvrages ou de produits dans le cadre d'une société en participation, selon les conditions suivantes :

- Les Éditions HURTUBISE cèdent les ouvrages à la société avec une remise de 50 % sur le prix public ;
- L'intégralité des charges et des produits à présenter dans des comptes annuels de coédition est à partager en parts égales entre les deux parties.

Au 31 décembre 2013, le résultat net des coéditions à rétrocéder à HMH est de 4 798 182 FCFA.

2.4 Avec le Groupe Hatier International***Administrateur concerné***

La société EDUCATION MANAGEMENT, représentée par Monsieur Arnaud NOURRY.

Nature, objet et modalités

Le contrat de coédition signé entre le GROUPE HATIER INTERNATIONAL et la société CEDA, absorbée par la société NEI-CEDA, mis à jour le 8 mars 2001 précise les modalités du rapprochement entre les parties pour l'élaboration ou l'adaptation, le développement et la commercialisation des ouvrages et produits réalisés ou à réaliser en commun.

Les conditions financières stipulées dans cette convention sont les suivantes :

- Une rémunération pour frais de gestion de la coédition fixée à 2 % du chiffre d'affaires net hors taxes encaissé, sera perçue par NEI-CEDA ;
- Les frais de promotion à la charge du GROUPE HATIER INTERNATIONAL (GHI) ainsi que les frais de distribution et de diffusion supportés par la société sont forfaitairement à 6 % du prix de vente public ;
- L'intégralité des charges et des produits à présenter dans des comptes annuels de coédition est à partager en parts égales entre les deux parties.

Dans le cadre de l' exécution de cette convention :

- Le résultat net de coédition revenant à NEI-CEDA s' élève à 36 146 899 FCFA ;
- NEI-CEDA a bénéficié de redevances de distribution, de droits d' auteurs et de redevances de gestion qui s' élèvent respectivement à 15 558 348 FCFA, 10 206 367 FCFA et 3 569 404 FCFA.

2.5 Avec Les Éditions Classiques d'Expression Française (EDICEF)

Département de Hachette Livre

Administrateur concerné

HATIER DEVELOPPEMENT puis EDUCATION MANAGEMENT depuis le 12 novembre 2009, représentée par Monsieur Patrick DUBS.

Nature, objet et modalités

Un contrat de création de coédition a été signé le 15 septembre 2006 entre EDICEF et la société CEDA, absorbée par la société NEI-CEDA, avec prise d' effet en janvier 2007. Dans ce contexte, les parties conviennent d' éditer et d' exploiter en commun et en copropriété, les ouvrages formant la collection « Cahiers d' intégration ».

Les conditions financières de ce partenariat sont les suivantes :

- L' éditeur chargé de l' édition bénéficiera d' une rémunération correspondant à 25 % des frais de création éditoriale ;
- L' éditeur chargé de la diffusion-distribution bénéficiera d' une rémunération correspondant à 5 % du chiffre d' affaires net facturé ;
- L' éditeur chargé de la gestion de la coédition bénéficiera d' une rémunération correspondant à 5 % du chiffre d' affaires net facturé ;
- L' intégralité des charges et des produits à présenter dans les comptes annuels de coédition est à partager en parts égales entre les deux parties.

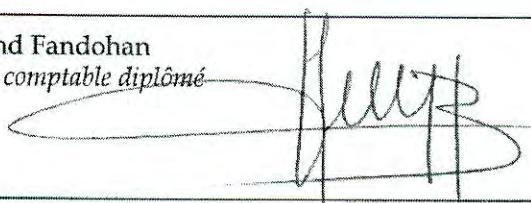
Dans le cadre de l' exécution de cette convention :

- Le résultat net de coédition revenant à NEI-CEDA s' élève à 22 972 379 FCFA ;
- NEI-CEDA a bénéficié de redevances de distribution, de droits d' auteurs et de redevances de gestion qui s' élèvent respectivement à 5 398 537 FCFA, 12 956 487 FCFA et 5 398 537 FCFA.

Abidjan, le 29 mai 2014

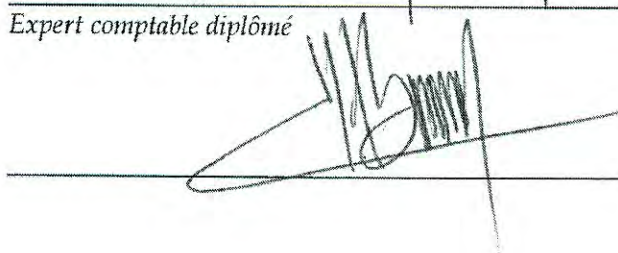
MAZARS COTE D'IVOIRE :

Armand Fandohan
Expert comptable diplômé



AKA HOBA :

Expert comptable diplômé



TEXTE DES RÉSOLUTIONS

PREMIÈRE RÉSOLUTION : Approbation des états financiers au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

L'Assemblée Générale, après audition des rapports du Conseil d'Administration et des commissaires aux comptes sur la marche de la société pendant l'exercice social clos le 31 décembre 2013 :

- approuve le rapport de gestion présenté par le Conseil d'Administration dans toutes ses stipulations
- approuve les états financiers dudit exercice tels qu'ils lui ont été présentés, desquels il ressort un résultat net bénéficiaire de FCFA 40 155 398 ;
- approuve, en outre, toutes les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans le rapport du Conseil d'Administration.

En conséquence, l'Assemblée Générale donne quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat aux administrateurs et décharge aux commissaires aux comptes en fonction au cours de l'exercice écoulé.

Cette résolution est adoptée à * _____

DEUXIÈME RÉSOLUTION : Affectation des résultats de l'exercice social clos le 31 décembre 2013.

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance de la proposition d'affectation des résultats de l'exercice telle que formulée par le Conseil d'Administration, approuve et adopte ladite proposition libellée comme suit, en FCFA :

Résultat de l' exercice au 31/12/2013	40 155 398
Affectation en réserve légale	4 015 540
Résultat (après prélèvement de la réserve légale)	36 139 858
Ancien report à nouveau (après affectation du résultat 2012)	-16 330 682
Report à nouveau après affectation des résultats au 31/12/2013	19 809 176

Cette résolution mise aux voix est adoptée à * _____

TROISIÈME RÉOLUTION : Conventions réglementées.

L' Assemblée Générale, après audition du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, prend acte de ce qu' aucune convention visée aux articles 438 et suivants de l' Acte Uniforme relatif au droit des Sociétés Commerciales et du GIE n' a été conclue au cours de l' exercice 2013.

L' Assemblée Générale note, par ailleurs, la poursuite de l' exécution pendant cet exercice des conventions conclues au cours des exercices antérieurs.

Cette résolution est adoptée à * _____

QUATRIÈME RÉOLUTION : Fixation de l'indemnité de fonction à allouer aux administrateurs.

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance de la proposition d'allocation d'indemnités de fonction aux administrateurs, formulée par le Conseil, approuve et adopte ladite proposition et, en conséquence, décide d'allouer aux Administrateurs la somme globale brute de FCFA 7 650 000 au titre de l'exercice 2013, à répartir entre eux.

Cette résolution est adoptée à * _____

CINQUIÈME RÉOLUTION : Pouvoirs pour les formalités de publicité.

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités légales de publicité qu'il y aura lieu.

Cette résolution est adoptée à * _____

BILAN

Dénomination sociale de l'entreprise :

Nouvelles Editions Ivoiriennes-Centre d'Edition et de Diffusion Africaines

Sigle usuel : **NEI-CEDA**

Adresse : **1, Boulevard de Marseille 01 BP 1818 ABIDJAN 01**

N° d'identification fiscale : **9 2 0 4 1 8 4 H** Exercice clos le : **31/12/2013** Durée (en mois) : **12**

Réf.	ACTIF	Exercice N			Ex. N-1
		Brut	Amort/Prov	Net	Net
	ACTIF IMMOBILISÉ (1)				
AA	Charges immobilisées				
AX	Frais d'établissement	72 847 312		72 847 312	104 251 900
AY	Charges à répartir				
AC	Primes de remboursement des obligations				
AD	Immobilisations incorporelles				
AE	Frais de recherche et de développement				
AF	Brevets, licences, logiciels	16 214 282	15 964 628	249 654	4 753 784
AG	Fonds commercial	15 000 000		15 000 000	15 000 000
AH	Autres immobilisations incorporelles				
AI	Immobilisations corporelles				
AJ	Terrains	37 400 000		37 400 000	37 400 000
AK	Bâtiments	198 690 899	198 690 899		
AL	Installations et agencements	91 438 170	86 381 769	5 056 401	4 987 055
AM	Matériel	134 060 054	119 426 943	14 633 111	15 254 993
AN	Matériel de transport	154 943 000	120 287 940	34 655 060	53 941 375
AP	Avances et acomptes versés sur immobilisations				
AQ	Immobilisations financières				
AR	Titres de participation				
AS	Autres immobilisations financières	62 880 328	33 017 213	29 863 115	29 863 115
AW	(1) dont H.A.O. :				
	Brut				
	Net				
AZ	TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	783 474 045	573 769 392	209 704 653	265 452 222

BILAN

Dénomination sociale de l'entreprise :

Nouvelles Editions Ivoiriennes-Centre d'Edition et de Diffusion Africaines

Sigle usuel : **NEI-CEDA**

Adresse : **1, Boulevard de Marseille 01 BP 1818 ABIDJAN 01**

N° d'identification fiscale : **9 2 0 4 1 8 4 H**

Exercice clos le : **31/12/2013**

Durée (en mois) : **12**

Réf.	ACTIF	Exercice N			Ex. N-1
		Brut	Amort./Prov.	Net	Net
AZ	Report total Actif immobilisé	783 474 045	573 769 392	209 704 653	265 452 222
	ACTIF CIRCULANT				
BA	Actif circulant H.A.O.				
BB	Stocks				
BC	Marchandises	2 366 343 738	857 130 900	1 509 212 838	1 849 764 045
BD	Matières premières et autres approvisionnements				
BE	En-cours				
BF	Produits fabriqués				
BG	Créances et emplois assimilés				
BH	Fournisseurs, avances versées	277 226 723	19 007 640	258 219 083	278 098 232
BI	Clients	5 884 095 109	1 214 563 718	4 669 531 391	5 309 808 832
BJ	Autres créances	1 483 199 184	132 313 814	1 350 885 370	1 247 082 274
BK	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	10 010 864 754	2 223 016 072	7 787 848 682	8 684 753 383
	TRÉSORERIE-ACTIF				
BQ	Titres de placement				
BR	Valeurs à encaisser	9 577 759		9 577 759	5 651 121
BS	Banques, chèques postaux, caisse	306 644 115		306 644 115	104 950 152
BT	TOTAL TRÉSORERIE-ACTIF (III)	316 221 874		316 221 874	110 601 273
BU	Écart de conversion-Actif (IV) (perte probable de change)				
BZ	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	11 110 560 673	2 796 785 464	8 313 775 209	9 060 806 878

BILAN

Dénomination sociale de l'entreprise : **Nouvelles Editions Ivoiriennes-Centre d'Édition et de Diffusion Africaines**

Sigle usuel : **NEI - C E D A**

Adresse : **1, Boulevard de Marseille 01 BP 1818 ABIDJAN 01**

N° d'identification fiscale : **9 2 0 4 1 8 4 H** Exercice clos le : **31/12/2013** Durée (en mois) : **12**

Réf.	PASSIF (avant répartition)	Exercice N	Exercice N-1
	CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILÉES		
CA	Capital		
	Capital		
CB	Actionnaires capital non appelé	255 316 500	255 316 500
	-		
CC	Primes et réserves		
	Primes et réserves		
CD	Primes d'apport, d'émission, de fusion	323 264 587	323 264 587
CE	Ecarts de réévaluation	69 965	69 965
CF	Réserves indisponibles	31 324 002	26 826 713
CG	Réserves libres		
CH	Report à nouveau	-16 330 682	-56 806 284
	+ ou -		
CI	Résultat net de l'exercice (bénéfice + ou perte -)	40 155 398	44 972 891
CK	Autres capitaux propres		
CL	Subventions d'investissement		
CM	Provisions réglementées et fonds assimilés		
CP	TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	633 799 770	593 644 372
	DETTES FINANCIÈRES ET RESSOURCES ASSIMILÉES (1)		
DA	Emprunts		
DB	Dettes de crédit-bail et contrats assimilés		
DC	Dettes financières diverses		
DD	Provisions financières pour risques et charges	194 059 752	175 014 592
DE	(1) dont H.A.O. :		
DF	TOTAL DETTES FINANCIÈRES (II)	194 059 752	175 014 592
DG	TOTAL RESSOURCES STABLES (I + II)	827 859 522	768 658 964

BILAN

Dénomination sociale de l'entreprise : **Nouvelles Editions Ivoiriennes-Centre d'Edition et de Diffusion Africaines**

Sigle usuel : **NEI - CEDA**

Adresse : **1, Boulevard de Marseille 01 BP 1818 ABIDJAN 01**

N° d'identification fiscale : **9 2 0 4 1 8 4 H** Exercice clos le : **31/12/2013** Durée (en mois) : **12**

Réf.	PASSIF (avant répartition)	Exercice N	Exercice N-1
DG	Report Total Ressources stables	827 859 522	768 658 964
	PASSIF CIRCULANT		
DH	Dettes circulantes et ressources assimilées H.A.O.		
DI	Clients, avances reçues	28 046 412	34 343 721
DJ	Fournisseurs d'exploitation	4 768 367 964	5 213 042 287
DK	Dettes fiscales	565 505 189	504 812 242
DL	Dettes sociales	58 497 857	44 481 435
DM	Autres dettes	2 065 498 265	1 784 717 840
DN	Risques provisionnés		
DP	TOTAL PASSIF CIRCULANT (III)	7 485 915 687	7 581 397 525
	TRESORERIE-PASSIF		
DQ	Banques, crédits d'escompte		379 996 962
DR	Banques, crédits de trésorerie		300 000 000
DS	Banques, découverts		30 753 427
DT	TOTAL TRÉSORERIE-PASSIF (IV)		710 750 389
DV	Écarts de conversion-Passif (V) (gain probable de change)		
DZ	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	8 313 775 209	9 060 806 878

COMPTE DE RESULTAT

Dénomination sociale de l'entreprise :

Nouvelles Editions Ivoiriennes-Centre d'Edition et de Diffusion Africaines

Sigle usuel : NEI - CEDA

Adresse : 1, Boulevard de Marseille 01 BP 1818 ABIDJAN 01

N° d'identification fiscale : 9 2 0 4 1 8 4 H

Exercice clos le : 31/12/2013

Durée (en mois) : 12

Réf.	PRODUITS (2e partie)	Exercice N	Exercice N - 1
TW	Report Total des produits d'exploitation	4 647 811 795	5 064 019 511
	ACTIVITÉ FINANCIÈRE		
UA	Revenus financiers	497 375	
UC	Gains de change		
UD	Reprises de provisions		
UE	Transferts de charges		
UF	Total des produits financiers Total des produits financiers	497 375	
UG	RÉSULTAT FINANCIER (+ ou -)	-92 623 856	-110 438 188
UH	Total des produits des activités ordinaires	4 648 309 170	5 064 019 511
UI	RÉSULTAT DES ACTIVITÉS ORDINAIRES (1)		
	(+ ou -)	54 006 468	72 056 154
UJ	(1) dont impôt correspondant 18 902 264 25 219 654		
	HORS ACTIVITÉS ORDINAIRES (H.A.O.)		
UK	Produits des cessions d'immobilisations	4 500 000	8 000 000
UL	Produits H.A.O.	6 559 570	
UM	Reprises H.A.O.		
UN	Transferts de charges		
UO	Total des produits H.A.O.	11 059 570	8 000 000
UP	RÉSULTAT H.A.O. (+ ou -)	9 323 930	3 350 342
UT	TOTAL GÉNÉRAL DES PRODUITS	4 659 368 740	5 072 019 511
UZ	RÉSULTAT NET	40 155 398	44 972 891
	Bénéfice (+) ; Perte (-)		

COMPTE DE RESULTAT

Dénomination sociale de l'entreprise :

Nouvelles Editions Ivoiriennes-Centre d'Edition et de Diffusion Africaines

Sigle usuel : NEI - C E D A

Adresse :

1, Boulevard de Marseille 01 BP 1818 ABIDJAN 01

N° d'identification fiscale :

9 2 0 4 1 8 4 H

Exercice clos le :

31/12/2013

Durée (en mois) :

12

Réf.	CHARGES (1re partie)	Exercice N	Exercice N -1
	ACTIVITÉ D'EXPLOITATION		
RA	Achats de marchandises	2 041 839 282	2 743 044 936
RB	- Variation de stocks (+ ou -) (Marge brute sur marchandises voir TB)	350 987 132	34 172 456
RC	Achats de matières premières et fournitures liées		
RD	- Variation de stocks (+ ou -) (Marge brute sur matières voir TG)		
RE	Autres achats	91 510 031	133 724 081
RH	- Variation de stocks (+ ou -)		
RI	Transports	143 372 053	103 128 949
RJ	Services extérieurs	929 873 601	942 727 763
RK	Impôts et taxes	67 584 417	51 964 965
RL	Autres charges (Valeur ajoutée voir TN)	286 963 728	188 906 630
RP	Charges de personnel (1) (1) dont personnel extérieur 38 711 590 41 280 320	483 231 227	569 131 802
RQ	(Excédent brut d'exploitation voir TQ)		
RS	Dotations aux amortissements et aux provisions	105 820 000	114 723 587
RW	Total des charges d'exploitation	4 501 181 471	4 881 525 169
	(Résultat d'exploitation voir TX)		

COMPTE DE RESULTAT

Dénomination sociale de l'entreprise :

Nouvelles Editions Ivoiriennes-Centre d'Edition et de Diffusion Africaines

Adresse :

1, Boulevard de Marseille

01 BP 1818 ABIDJAN 01

Sigle usuel :

NEI-CEDA

N° d'identification fiscale :

9 2 0 4 1 8 4 H

Exercice clos le :

31/12/2013

Durée (en mois) :

12

Réf.	PRODUITS (1re partie)	Exercice N	Exercice N-1
	ACTIVITÉ D'EXPLOITATION		
TA	Ventes de marchandises	4 501 658 035	4 815 573 286
TB	MARGE BRUTE SUR MARCHANDISES	2 108 831 621	2 038 355 894
TC	Ventes de produits fabriqués		
TD	Travaux, services vendus	1 894 515	3 049 797
TE	Production stockée (ou déstockage)		
TF	Production immobilisée		
TG		1 894 515	3 049 797
TH	Produits accessoires	19 868 749	
TI	CHIFFRES D'AFFAIRES(1) (TA + TC + TD+ TH)	4 523 421 299	4 818 623 083
TJ	(1) dont à l'exportation	23 923 056	6 116 168
TK	Subventions d'exploitation		
TL	Autres produits	120 335 907	213 419 589
TN	VALEUR AJOUTÉE	731 626 962	834 372 892
TQ	EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION	248 395 735	265 241 090
TS	Reprises de provisions	4 054 589	31 976 839
TT	Transferts de charges		
TW	Total des produits d'exploitation	4 647 811 795	5 064 019 511
TX	RÉSULTAT D'EXPLOITATION	146 630 324	182 494 342
	Bénéfice (+) ; Perte (-)		

COMPTE DE RESULTAT

Dénomination sociale de l'entreprise :

Nouvelles Editions Ivoiriennes-Centre d'Edition et de Diffusion Africaines

Sigle usuel : NEI - C E D A

Adresse : 1, Boulevard de Marseille 01 BP 1818 ABIDJAN 01

N° d'identification fiscale : 9 2 0 4 1 8 4 H Exercice clos le : 31/12/2013 Durée (en mois) : 12

Réf.	CHARGES (2e partie)	Exercice N	Exercice N - 1
RW	Report Total des charges d'exploitation	4 501 181 471	4 881 525 169
	ACTIVITÉ FINANCIÈRE		
SA	Frais financiers	93 121 231	110 438 188
SC	Pertes de change		
SD	Dotations aux amortissements et provisions		
SF	Total des charges financières	93 121 231	110 438 188
	(Résultat financier voir UG)		
SH	Total des charges des activités ordinaires	4 594 302 702	4 991 963 357
	(Résultat des activités ordinaires voir UI)		
	HORS ACTIVITÉS ORDINAIRES (H.A.O.)		
SK	Valeurs comptables des cessions d'immobilisations	1 735 640	4 649 658
SL	Charges H.A.O.		
SM	Dotations H.A.O.		
SO	Total des charges H.A.O.	1 735 640	4 649 658
	(Résultat H.A.O. voir UP)		
SQ	Participations des travailleurs		
SR	Impôts sur le résultat	23 175 000	30 433 605
SS	Total participation et impôts	23 175 000	30 433 605
ST	TOTAL GÉNÉRAL DES CHARGES	4 619 213 342	5 027 046 620
	(Résultat net voir UZ)		

Dénomination sociale de l'entreprise :

Nouvelles Editions Ivoiriennes-Centre d'Edition et de Diffusion Africaines

Sigle usuel : NEI - C E D A

Adresse : 1, Boulevard de Marseille 01 BP 1818 ABIDJAN 01

N° d'identification fiscale :

9 2 0 4 1 8 4 H Exercice clos le : 31/12/2013

Durée (en mois) : 12

ETAT ANNEXE DU SYSTEME NORMAL

N.B. : En cas d'insuffisance des espaces réservés ci-dessous, prière de donner les explications sur une feuille séparée à joindre à la fin de la liasse.

I - INFORMATIONS OBLIGATOIRES :

A. REGLES ET METHODES COMPTABLES :

I - A1 METHODES GENERALES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ENTREPRISE :

Les états financiers ont été établis suivant les prescriptions du SYSCOA.

Les principes comptables généraux ont été respectés à savoir :

- prudence dans les évaluations
- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes
- indépendance des exercices

Les méthodes générales d'évaluation appliquées par l'entreprise sont présentées en annexe IV.

Il est à noter que :

Le recouvrement de certaines créances clients est difficile et engendre des tensions de trésorerie pour la société.

Ces tensions sont atténuées par le soutien des sociétés du groupe HACHETTE qui ne réclament pas leurs dettes échues, et la holding qui avait déjà consenti des abandons de créances.

Le Groupe HACHETTE confirme le maintien de son soutien et des mesures sont également prises depuis le début de l'année 2014 pour améliorer les performances de recouvrement des créances clients.

I - A2 METHODES SPECIFIQUES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ENTREPRISE :

Les méthodes spécifiques d'évaluation appliquées par l'entreprise sont présentées en annexe IV.